

RUMEURS D'ENREGISTREMENT DE MINEURS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

La CENI appelle à la vigilance

Les agents recenseurs chargés d'enregistrer les Togolais ayant 18 ans révolus sont-ils en train d'enrôler des mineurs sur les listes électorales ?

C'est la question à laquelle a répondu mardi la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en appelant à la "vigilance", les représentants des partis politiques, des organisations de la société civile et tous les Togolais pour une "veille citoyenne permanente à l'appui du processus électoral".

Cette sortie médiatique de la présidente de la CENI, Angèle Dolah AGUIGAH fait suite à des rumeurs d'enrôlement de mineurs et d'étrangers dans la première zone de recensement qui va de Cinkassé (630 km à l'extrême nord du Togo) à la préfecture de l'Ogou (160 km au nord de Lomé).

Dans un communiqué rendu public mardi, la CENI a tenu à faire la lumière sur



Angèle Dolah AGUIGAH, présidente de la CENI

les différents cas où un citoyen peut être admis sur les listes électorales.

Nul citoyen ne peut être enregistré sur la liste de la commune ou de la circonscription électorale où se trouve son domicile ou sa résidence, indique la commission chargée des élections au Togo, "s'il n'est âgé de 18 ans révolus, s'il ne

jouit de ses droits civils et politiques, et s'il ne possède la nationalité togolaise".

Si le requérant ne possède pas une pièce d'identité valide, poursuit le communiqué, il sera mis en place une procédure de témoignage basée sur la "contribution active de deux citoyens régulièrement inscrits dans le même centre

de recensement et de vote et possédant donc déjà leur carte d'électeur, avec la certification par une autorité traditionnelle". Mieux encore, se défend la commission pilotée par Mme AGUIGAH, "l'enrôlement se fait sur la base des données biométriques", gage, selon elle, de la fiabilité du processus.

En complément de toutes ces dispositions prises, la commission a invité à la "vigilance", tout le peuple togolais particulièrement les "représentants des partis politiques, des organisations de la société civile". Les populations devront consulter chaque jour la liste des citoyens enrôlés, afin, insiste la CENI, de "détecter et de dénoncer, le cas échéant les

cas d'enrôlement de mineurs et d'étrangers", conseille-t-elle,

Le processus de recensement a démarré le 15 mars dernier dans la première zone qui va de Cinkassé (630 km à l'extrême nord du Togo) à la préfecture de l'Ogou (160 km au nord de Lomé). Il s'achève le 25 mars prochain et cédera la place aux populations de la seconde zone, allant de la préfecture de l'Ogou à la région Maritime et Golfe. Le recensement prend fin le 14 avril prochain.

Le Togo organise des élections législatives et locales en cette année 2013, des élections dont les dates demeurent pour le moment inconnues.

Olivier A.

**Lisez et faites
lire Nouvelle
Expression**